Burundi : la relance de l'accès à l'habitat urbain sera accélérée en 2017

@rib News, 29/12/2016 - Source Xinhua La rÃ©solution de la problÃ©matique de l'accÃ¨s Ã l'habitat urbain sera accÃ©lÃ©rÃ au Burundi en 2017 en guise de riposte au dÃ©fi social en la matiÃ¨re, a dÃ©clarÃ© M. Innocent Nibizi, directeur gÃ©nÃ©ral d la SociÃ©tÃ© immobiliÃ¨re publique (SIP). PlacÃ©e sous la tutelle directe du ministÃ¨re de l'Urbanisme, la SIP est une sociÃ©tÃ© paraÃ©tatique dont la mission premiÃ¨re est d'assurer la mise en Å“uvre de la politique nationale de l'habitat urbain.

Dans une interview accordÃ©e mercredi Ã Xinhua, M. Nibizi a soulignÃ© d'emblÃ©e que le difficile contexte Ã©conomique dans laquelle se trouve le Burundi depuis l'Ã©clatement de la crise Ã©lectorale d'avril 2015, ne facilite guÃ¨re une rÃ©solution rapide des problÃ¨mes liÃ©s aux logements sociaux urbains. "MalgrÃ© cela, et ce en exÃ©cution des directives gouvernementales, nous comptons consolider nos contacts par ici par lÃ dans les annÃ©es Ã venir, en Afrique et sous d'autres cieux, en quÃªte de solutions durables Ã cette problÃ©matique sociale burundaise", a-t-il prÃ©cisÃ©. Dans cette perspective, il a rÃ©vÃ©lÃ© que la SIP a dÃ©jÃ enclenchÃ© un processus de partenariat pour le financement des logements sociaux en milieu urbain au Burundi avec un mobilisateur de fonds international basÃ© en Asie dÃ©nommÃ© "Biz Planners And Advisers Limited". Le 11 mars 2016 Ã Gitega (centre), le gouvernement burundais rÃ©uni en conseil des ministres sous l'Ã©gide du chef d'Etat burundais Pierre Nkurunziza, a adoptÃ© le projet de convention entre Biz Planners And Advisers Limited et la SIP pour relancer la construction des logements sociaux en faveur des fonctionnaires de l'Etat vivant en milieu urbain. "Pour ce faire et avec l'aval du gouvernement de la rÃ©publique du Burundi, la SIP va contracter un emprunt de 500 millions d'euros auprÃ¨s de Biz Planners And Advisers Limited, remboursable sur 25 ans comprenant une pÃ©riode de grÃ¢ce de dix ans", a recommandÃ© par ailleurs la rÃ©union du conseil des ministres. En outre, le gouvernement du prÃ©sident Pierre Nkurunziza s'est engagÃ©, Ã mettre Ã la disposition de la SIP, des terrains nÃ©cessaires pour les constructions projetÃ©es, moyennant exonÃ©ration des droits de douanes, diffÃ©rents impÃ´ts et taxes sur les matÃ©riaux de construction importÃ©s ou locaux, afin de rendre les logements sociaux accessibles aux fonctionnaires et cadres de l'Etat Ã revenus moyens. Dans ce cadre, a-t-il rÃ©vÃ©lÃ©, les cadres militaires et policiers ainsi que les enseignants seront servis prioritairement dans l'exÃ©cution de ce projet en phase de finalisation de la convention de financement ad hoc. "La signature de la convention de financement attendue en janvier 2017 marquera un tournant dÃ©cisif dans le processus de mise en Å“uvre de ce projet, en l'occurrence l'actualisation, en fÃ©vrier prochain, des Ã©tudes techniques, ultime Ã©tape qui sera suivie du lancement des travaux de construction avec des maisons-pilotes sur des sites prÃ©alablement dÃ©jÃ identifiÃ©s dans la ville de Bujumbura et dans les centres urbains secondaires de l'intÃ©rieur du pays", a annoncÃ© M. Nibizi. Cette convention sera signÃ©e par le bailleur de fonds Biz Planners And Advisers Limited et la SIP sous la supervision du gouvernement burundais reprÃ©sentÃ© par le ministre de l'Urbanisme, Emmanuel Niyonkuru, et son homologue des Finances, Domitien Ndihokubwayo. Dans un premier temps, 200 maisons-pilotes seront Ã©rigÃ©es avec une nouvelle technologie en faveur des militaires et des policiers, avant que ce projet ne soit solennellement lancÃ© vers juin 2017 en vue d'une large vulgarisation Ã trÃ¨s grande Ã©chelle, selon le directeur gÃ©nÃ©ral de la SIP. "Le processus de matÃ©rialisation effective du projet est Ã©maillÃ© d'un long parcours. Car, il va falloir importer la technologie, installer certaines usines qui vont prÃ©-fabriquer certaines parties des maisons standards dont l'architecture ad hoc sera constituÃ©e de blocs prÃ©fabriquÃ©s", a-t-il fait remarquer. M. Nibizi a signalÃ© Ã©galement qu'au cours de la premiÃ¨re pha de son dÃ©marrage, le projet en question construira prÃ¨s de 17.000 maisons prÃ©fabriquÃ©es Ã travers le territoire national durant une pÃ©riode quinquennale, avec un recyclage rÃ©gulier au fur des annÃ©es au rythme des besoins en logements sociaux. Le projet, d'aprÃ¨s lui, contribuera Ã©galement Ã la rÃ©solution des problÃ¨mes liÃ©s Ã l'insuffisance des infrastructures administratives et rÃ©duire les "immenses" coÃ»ts de location supportÃ©s annuellement par l'Etat du Burundi. Dans ce cadre, il est prÃ©vu qu'une partie des fonds allouÃ©s au projet participe dans la construction des bÃ¢timents administratifs qui vont abriter tous les services des ministÃ¨res de la DÃ©fense nationale, de la SÃ©curitÃ© publique et de l'Education nationale. Ainsi, Ã eux seuls, les services des deux ministÃ¨res-clÃ©s (dÃ©fense nationale et sÃ©curitÃ© publique) pourraient se regrouper dans un immeuble Ã Ã©tages de onze niveaux pour plus d'efficacitÃ© professionnelle. M. Nibizi a saisi l'occasion pour souligner que dans le cadre de la diversification du partenariat pour relever entiÃ¨rement le dÃ©fi sur la question des logements sociaux en milieu urbain, la SIP est en train de rÃ©activer le partenariat y relatif avec un bailleur de fonds d'origine italienne basÃ© au Kenya et portant la dÃ©nomination de "Arreda Homes Limited". La convention de financement entre la SIP et ce bailleur de fonds italien en avril 2014 prÃ©voit la construction de 6.592 logements sociaux, dont l'affectation serait prioritisÃ©e en direction des militaires, des policiers, des policiers et des enseignants. "N'eÃ»t Ã©tÃ© les effets pervers de la crise Ã©lectorale d'avril 2015, il est fort probablement que ces logements seraient dÃ©jÃ Ã©rigÃ©s aujourd'hui", a-t-il fait remarquer. Pour lui, le retour progressif de la paix et de la sÃ©curitÃ© devrait contribuer efficacement Ã la rÃ©activation de ce partenariat avec le groupe Arreda Homes Limited. La SIP, a-t-il rÃ©vÃ©lÃ© Ã©galement, est en pourparlers avec le groupe Shelter Afrique, pour contracter un nouveau crÃ©dit pou la construction des logements sociaux dans des blocs collectifs sous forme d'appartements. Sur la question de savoir si les bas salaires des fonctionnaires de l'Etat permettront Ã ceux-ci d'accÃ©der Ã ces logements, M. Nibizi a rassurÃ© en affirmant que la technologie utilisÃ©e dans la construction de ces maisons prÃ©fabriquÃ©es, rÃ©duit "drastiquement" le coÃ»t des constructions et partant rendrait possible l'accessibilitÃ© Ã l'habitat urbain pour la majoritÃ© des fonctionnaires burundais. Cette technologie, a-t-il insistÃ©, a dÃ©jÃ fait preuve sous d'autres cieux africains en ce qui concerne la rÃ©solution de la problÃ©matique de l'accÃ¨s au logement en milieu urbain.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});